

*Date de dépôt : 20 juin 2014*

## **Pétition**

### **Nouvelle enquête impartiale sur toutes les responsabilités (au sein des HUG et autre) et révocation de la directrice de La Pâquerette**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

#### Considérant

- Les énormes divergences entre les conclusions du rapport de Me Ziegler et celles du rapport de Me Chappuis.
- Le parti pris de Me Chappuis d'écarter volontairement certains témoignages et pièces apportées par les témoins critiques vis-à-vis de l'institution de La Pâquerette et de sa directrice.
- La faiblesse de la sanction infligée à Mme M., directrice de La Pâquerette (le blâme est la sanction administrative la plus faible prévue par la Loi relative au personnel de l'administration cantonale) et au vu de la gravité des erreurs commises par cette dernière.

#### Nous demandons

- Une enquête réellement impartiale mandatée par le Conseil d'Etat auprès d'un enquêteur hors du canton de Genève.
- Cette enquête devra établir les faits de manière complète, notamment prendre en considération tous les témoignages et toutes les pièces apportées au dossier qui n'ont pas été prises en compte par Me Chappuis (la majorité des témoignages critiques ont été balayés, ainsi que les pièces s'y rapportant).
- L'enquêteur devra auditionner tous les témoins proches et tous les collaborateurs de La Pâquerette employés au moment du drame, en particulier les agents de détention (un seul a été entendu parmi la dizaine

de gardiens). Il devra par ailleurs également auditionner les anciens collaborateurs (sociothérapeutes et agents de détention) dont le témoignage ne risque pas d'influencer la crainte de perdre leur emploi.

- La révocation des HUG de Mme M., ancienne directrice de La Pâquerette.

Nous refusons que des dysfonctionnements graves ayant conduit à la mort tragique d'Adeline, employée des HUG dans l'exercice de ses fonctions, soient étouffés pour protéger ses responsables hiérarchiques, en particulier la directrice garante de sa sécurité.

**Pour qu'un pareil drame ne se reproduise plus et que chacun assume ses responsabilités, signez la pétition !**

N.B. 806 signatures<sup>1</sup>  
*p.a. Collectif "Justice pour  
Adeline"  
c/o Move on Coaching  
15, rue du Fort-Barreau  
1201 Genève*

---

<sup>1</sup> Pour information, la pétition est en outre munie de 3358 signatures électroniques.